



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

États-Unis

Question au Gouvernement n° 1628

Texte de la question

RELATIONS DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE AVEC LES ÉTATS-UNIS

M. le président. La parole est à M. Alain Marsaud, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Alain Marsaud. Ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères.

Si, comme nous le supposons, George Bush est réélu président des États-Unis,...

M. Gérard Charasse et M. Gérard Bapt. Hélas !

M. Alain Marsaud. ...nous avons de bonnes raisons de nous interroger sur l'avenir des relations entre l'Europe et les États-Unis, mais aussi entre notre pays et l'Amérique.

Les dernières semaines ont en effet été marquées par un déferlement d'hystérie anti-Bush, anti-parti républicain, parfois carrément anti-américaine. On a bien souvent raillé, de manière très grossière, sinon outrancière, en tout cas peu admissible, le président des États-Unis, et il est arrivé qu'une partie de la classe politique se joigne à ce concert de critiques. (*Murmures sur les bancs du groupe socialiste.*) Or il faudra bien que l'Europe, mais aussi la France, puissent parler à nouveau aux États-Unis (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains*), qu'elles tentent de jouer un rôle international auprès d'une Amérique qui, même si elle n'en est pas forcément consciente, aura besoin de l'Europe et de la France. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Gérard Charasse. Elle aurait dû y penser plus tôt !

M. Alain Marsaud. Plusieurs membres de cette assemblée ont entretenu ces derniers mois de bonnes relations tant avec l'actuelle administration qu'avec les démocrates,...

M. Maxime Gremetz. Lellouche est là !

M. Alain Marsaud. ...et ils ne peuvent aujourd'hui que s'en féliciter.

Monsieur le ministre des affaires étrangères, comment envisagez-vous de conforter - je dis bien : conforter - un dialogue de confiance entre nos deux pays, et sur quelles institutions comptez-vous véritablement vous appuyer dans cette perspective ? (*Applaudissements sur divers bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. Michel Barnier, ministre des affaires étrangères. Oui, monsieur le député, l'élection du président des États-Unis pour quatre ans, en même temps que l'Union européenne atteint une forme de maturité institutionnelle (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains*), est l'occasion d'évaluer et de relancer notre dialogue avec ce très grand pays, dont la France est l'allié le plus ancien et qui est notre allié le plus ancien.

M. Pierre Lellouche. C'est bien de le rappeler !

M. le ministre des affaires étrangères. Nous avons donc en effet, monsieur Marsaud, de bonnes raisons de dialoguer. Cela est d'autant plus utile que, depuis quelques années, nos visions de l'organisation du monde divergent : nous, Européens, nous, Français plaçons avant tout l'action collective et la coopération internationale, fondées sur le droit. Ce sont du reste de grandes idées qui doivent beaucoup à l'Amérique. Toutefois ces approches différentes ne nous ont pas empêchés de travailler ensemble et de bien travailler ensemble : contre le terrorisme, pour la stabilité du Kosovo, de l'Afghanistan ou pour la sécurité en Haïti. La

paix, la stabilité, demain, continueront à avoir besoin de ce dialogue entre Français et Américains, entre l'Europe et les États-unis.

M. Maxime Gremetz. Lellouche ! Le parti de l'étranger !

M. le ministre des affaires étrangères. La France y est prête, avec ses partenaires européens, notamment à propos du conflit central entre Israéliens et Palestiniens.

Oui, monsieur Marsaud, dès l'instant où nous nous respectons, le dialogue est possible ! (*Applaudissements sur divers bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Marsaud](#)

Circonscription : Haute-Vienne (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1628

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 novembre 2004

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 4 novembre 2004